



La situation aux Amériques : une vision syndicale

IAMREC 2016

San Juan, Puerto Rico – 31 marzo 2016

La démocratie est menacée dans la majorité des pays de l'Amérique. Cette attaque se manifeste tout particulièrement dans les pays où les gouvernements progressistes sont arrivés à neutraliser, à un degré plus ou moins important, les politiques néolibérales, grâce à des mesures favorisant la présence accrue de l'État dans l'économie, l'intensification de la répartition des revenus entre les travailleurs, et la mise en œuvre de politiques publiques et sociales. Les changements actuels subis par la conjoncture économique, qui coïncide avec une baisse de la demande internationale des matières premières latino-américaines et l'impact qui en découle sur l'économie de ces pays, a soulevé des incertitudes par rapport à l'avenir économique de la région et a mis en échec la propre vie démocratique des nations.

Ce combat mené contre les mesures progressistes se fait sentir aujourd'hui dans l'actualité de pays comme l'Argentine, le Venezuela, la Bolivie, le Chili et tout particulièrement le Brésil, un pays qui vit une situation alarmante, du fait de la réelle possibilité d'exécution d'un coup d'Etat contre la Présidente Dilma Rousseff au moyen d'un processus de destitution fondée sur des arguments tout à fait discutables, repoussés par la majorité du monde syndical, social et intellectuel.

Si nous portons nos regards plus au Nord, en direction des États-Unis, l'ascension du magnat Donald Trump nous dévoile le pire aspect de la vague conservatrice dans la région, assorti d'un discours fort qui favorise non seulement la discrimination contre les minorités, mais menace également les relations internationales de son pays. Nous sommes préoccupés de l'impact sur l'éducation dans le monde entier en raison de l'action de sociétés comme la Pearson, dont l'activité prospère sur la base de la formulation des tests pour les écoles privées.

D'autre part, au Canada, le nouveau premier ministre, Justin Trudeau, a constitué de façon inédite son cabinet, sur la base d'une perspective d'équité de genre ; son gouvernement, cependant, n'a pas encore désarçonné les attaques normatives illégales du gouvernement précédent à l'endroit de la négociation collective et au droit de grève des fonctionnaires publics de la sphère fédérale.

Au Honduras, le meurtre de Berta Caceres, militante des droits des peuples indigènes, est clairement identifié à la violence encouragée, dans ce pays, par les intérêts des entreprises transnationales du secteur minier. De même, aux Caraïbes, les grandes entreprises de Trinidad y Tobago ont licencié 600 ouvriers. La fermeture d'Arcelor Mittal

une entreprise sidérurgique qui allègue être en proie à des difficultés économiques et qui a offert de vendre sa dette de plus d'un million de dollars à ce gouvernement, pourrait affecter plus de 20 000 personnes.

On sait que derrière l'assaut contre la démocratie au Brésil et dans les autres pays de la région, se trouve la grande puissance représentée par les grandes entreprises, qui, par le biais de leur liaison et/ou de la propriété de consortiums oligopoles de communication, veulent légitimer le modèle économique néolibéral, en manipulant, d'une part, l'information qu'ils livrent à l'opinion publique en faveur de leurs intérêts, et d'autre part en finançant des campagnes électorales millionnaires pour s'assurer que la majorité au sein des parlements adoptera l'agenda de ces grandes entreprises au niveau national. À cela s'ajoute le fait que ces sociétés contrôlent également une partie du Pouvoir judiciaire, qui, à tout le moins, est sensible aux idées néolibérales

En outre, la corruption est l'un des éléments centraux de la puissance des grandes entreprises. Mais celles-ci, encore une fois à l'aide des médias, la présentent comme un thème moraliste et n'acceptent pas l'adoption de mesures dont le but est de lutter contre ce fléau, comme la fin du financement privé des campagnes électorales et la perception efficace des impôts, pour qu'elles-mêmes payent ce qui est juste.

Malheureusement, cette réalité est chose commune dans de nombreux pays du monde. Les activités de plus en plus influentes des sociétés au sein des états transforment tous les gouvernements en otages, et ceux qui ne capitulent pas finissent par être attaqués, y compris les syndicats du secteur public, auxquels sont refusés les droits de négociation collective et qui sont impactés par les démarches de privatisation, la mise en œuvre des traités de libre-échange (ALE) et l'évasion fiscale.

Enfin, nous souhaitons souligner que cette crise complexe, qui affecte l'humanité dans son ensemble, et la région des Amériques en particulier, ne doit pas servir d'excuse pour nous dispenser de la traiter et, tout particulièrement, de présenter des propositions d'action pour aborder de façon conjointe les graves menaces précédemment décrites. C'est un fait que pour la grande majorité de travailleurs, la façon d'annuler ces menaces doit être de créer rapidement des conditions susceptibles d'engendrer de considérables mobilisations sociales unitaires permettant de défendre nos démocraties naissantes et les gouvernements de caractère progressiste, en faisant obstacle aux plans séditieux des consortiums transnationaux dont le but est de remplacer la politique et la démocratie par un moyen d'arriver au gouvernement au moyen d'opérations avec les médias et les pouvoirs judiciaires.

Pour cette raison nous réaffirmons notre lutte pour :

- défendre le système démocratique dans tous ses aspects, comme la défense des droits de la majorité de la population, et les droits syndicaux ;
- défendre les syndicats des services publics, la négociation collective et le droit à la grève ;

- défendre les conquêtes sociales dans la région, comme, par exemple, les mesures qui combattent la pauvreté et qui s'emploient à obtenir une meilleure distribution du revenu ;
- lutter pour la justice fiscale, pour que les entreprises transnationales payent les impôts sur leurs bénéfices ; et promouvoir un système d'impôts progressifs. Lutter, également, contre les « paradis fiscaux » ;
- lutter contre les traités de libre-échange (TISA, TPP, CETA et TTIP) dont le but n'est que renforcer le pouvoir des grandes entreprises ;
- combattre les politiques de privatisation et de précarisation de l'emploi, thèmes qui favorisent encore plus les entreprises et leur concentration brutale de revenus ;
- combattre la corruption à son origine, comme les monopoles des moyens de communication, le financement privé des élections des membres du parlement et des gouvernants et modalité d'évasion du paiement d'impôts par les entreprises ;
- répudier les nouvelles lois qui sous le slogan « combattre le terrorisme » ne recherchent en vérité que de criminaliser les protestations sociales, le droit à la grève et les luttes du mouvement syndical ;
- répudier les attaques aux gouvernements démocratiquement élus, comme celui du Brésil, et dénoncer internationalement le fait, comme une atteinte à la démocratie et une façon de favoriser les intérêts des entreprises transnationales et leurs alliés locaux.